
L'évolution et le rôle des transferts de fonds dans l'économie turque

Résumé

Le rôle des transferts de fonds dans l'économie turque a été significatif au cours des dernières décennies. Ils ont en effet permis de répondre au besoin de financement externe, de soutenir la croissance et de rehausser le niveau de vie des ménages concernés. Pour autant, les transferts de fonds diminuent régulièrement depuis le début des années 2000 et sont désormais marginaux. Les besoins en financement externe doivent donc trouver d'autres relais. Enfin, la tendance qui voit la Turquie devenir un pays émetteur de fonds est en forte progression ces dernières années. Ces fonds sont en grande partie orientés vers les pays du Moyen-Orient, région d'origine des immigrants récents, ce qui devrait contribuer à établir des liens étroits entre ces pays et la Turquie. L'évolution de la situation macroéconomique turque pèsera évidemment sur le niveau de ces nouveaux transferts.

1. Les transferts représentent une source de financement extérieur transitant principalement par les banques

Les transferts de fonds constituent une source majeure de financement extérieur pour les pays en développement, palliant notamment la faiblesse de l'épargne domestique. Cet afflux de devises, ainsi que le désengorgement du marché du travail, était d'ailleurs l'objectif principal des accords migratoires signés par le gouvernement turc dans les années 1960 - 1961 pour l'Allemagne, 1965 pour la France. La diaspora turque est majoritairement établie dans l'Union européenne, et les transferts effectués contribuent à la relation économique forte entre elle et la Turquie.

Les transferts vers la Turquie se font majoritairement *via* les banques et cela devrait s'accroître au regard du potentiel de bancarisation de la population. A l'inverse, la part de marché des opérateurs de transfert monétaire (MoneyGram, Western Union), qui offrent pourtant des transferts instantanés, demeure limitée, leur coût étant largement supérieur à celui des banques. Les services postaux affichent des tarifs intermédiaires mais des délais pouvant atteindre deux semaines, contre quelques jours pour les banques.

2. La Turquie passe du statut de bénéficiaire à celui de pourvoyeur de fonds

Les transferts de fonds à destination de la Turquie sont corrélés à l'évolution de la diaspora turque dans les pays pourvoyeurs, au premier rang desquels l'Allemagne : les transferts croissent ainsi entre les années 1970 - et très significativement dans les années 1990 - et 1998. Représentant 93 M USD en 1967 et 1,4 Md USD en 1974, les transferts de fonds progressent à 3,4 Mds USD en 1995. Ils atteignent un record de 5,4 Mds USD en 1998, date à laquelle ils commencent à reculer parallèlement à la baisse du nombre de citoyens turcs expatriés : ils ne représentent plus que 2,4 Mds USD en 2008 et 1 Md USD en 2017.

La baisse des transferts de fonds observée au début et à la fin des années 2000 est liée au ralentissement des croissances européennes, les expatriés turcs souffrant d'une moindre progression des salaires voire du chômage. Plus largement, l'intégration culturelle et économique accrue de communautés turques présentes depuis plusieurs décennies, couplée à une taxation plus importante des transferts, est de nature à tarir durablement ces flux.

La baisse des flux à destination de la Turquie peut également être imputable au coût de ces transferts. Celui-ci est en effet en hausse sur les dernières années (à l'exception du T1 2018) et est supérieur à la moyenne des coûts affichés par les autres pays receveurs du G20. La moyenne affichée par ces pays est ainsi de 6,63% du transfert au T1 2018, contre 7,34% pour la Turquie. Alors que la moyenne du G20 recule (7,93% au T1 2015 et 6,63% au T1 2018), de même que la moyenne mondiale (7,72% au T1 2015 et 7,13% au T1 2018), le coût pour la Turquie tend à progresser (6,72% au T1 2015 et 7,62% au T1 2017).

Les transferts de fonds sortants, c'est-à-dire en provenance de la Turquie, sont un phénomène relativement nouveau et en progression régulière depuis 2005 - ils représentaient alors 108 M USD. Cette hausse s'est sensiblement accélérée à partir de 2011 (268 M USD), pour atteindre 850 M USD en 2015 et 1,1 Md USD en 2017 - soit le même ordre de grandeur que les transferts entrants en 2017. Plusieurs facteurs se conjuguent au premier rang desquels la performance économique turque comparée à celles des économies européennes, qui a stimulé des flux de retour des émigrés - près de 200 000 Turcs d'Allemagne entre 2007 et 2011 -. Ce facteur explique aussi d'ailleurs en partie la baisse des transferts entrants en Turquie. L'afflux de migrants dans le cadre des conflits dans les pays voisins est également déterminant ces dernières années.

3. Les transferts de fonds jouent un rôle dans le financement externe et sur la croissance

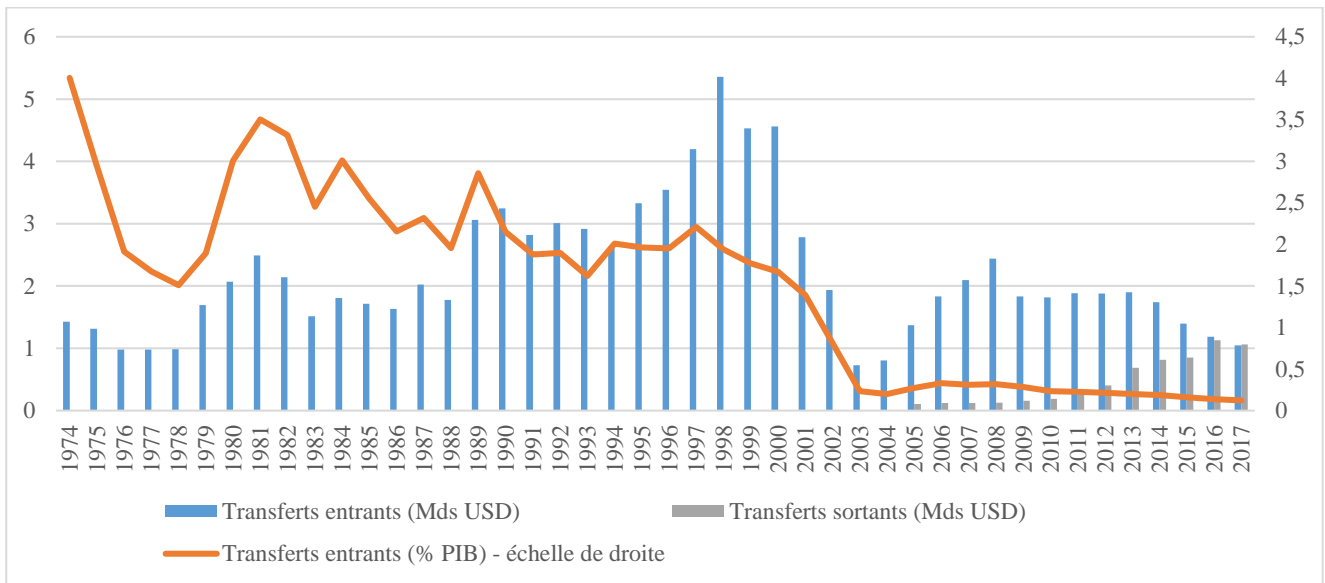
Les transferts de fonds représentent depuis les années 1960 une source majeure de financement externe. Entre 1960 et 1981, ils couvraient en moyenne 80% du déficit commercial turc et près de 60% du déficit courant. Leur poids dans l'économie turque est toutefois en recul progressif couvrant 65% du déficit commercial et représentant 2,5% du PIB dans les années 1980 et respectivement 45% et 2% dans les années 1990.

Les transferts de fonds peuvent avoir un impact positif sur la croissance du PIB. D'abord, ils complètent les revenus des ménages et favorisent ainsi la consommation, moteur de la croissance turque. Ils sont en outre marqués par leur régularité et ont donc un effet stabilisateur pour la croissance, en contrebalançant par exemple la volatilité des IDE et des investissements de portefeuille et l'atonie du tourisme.

Plus généralement, il apparaît que les transferts de fonds ont eu un effet positif sur le niveau de vie des ménages destinataires : d'après un sondage de 1996, 80% des 12% de ménages turcs recevant des transferts les destinaient à l'amélioration de leur qualité de vie. Cela signifie en revanche que les transferts ne se font pas au profit d'investissements productifs. Au-delà de la progression du capital économique, ils ont surtout permis d'augmenter le capital humain via la hausse du taux de scolarisation et la réduction du travail infantile.

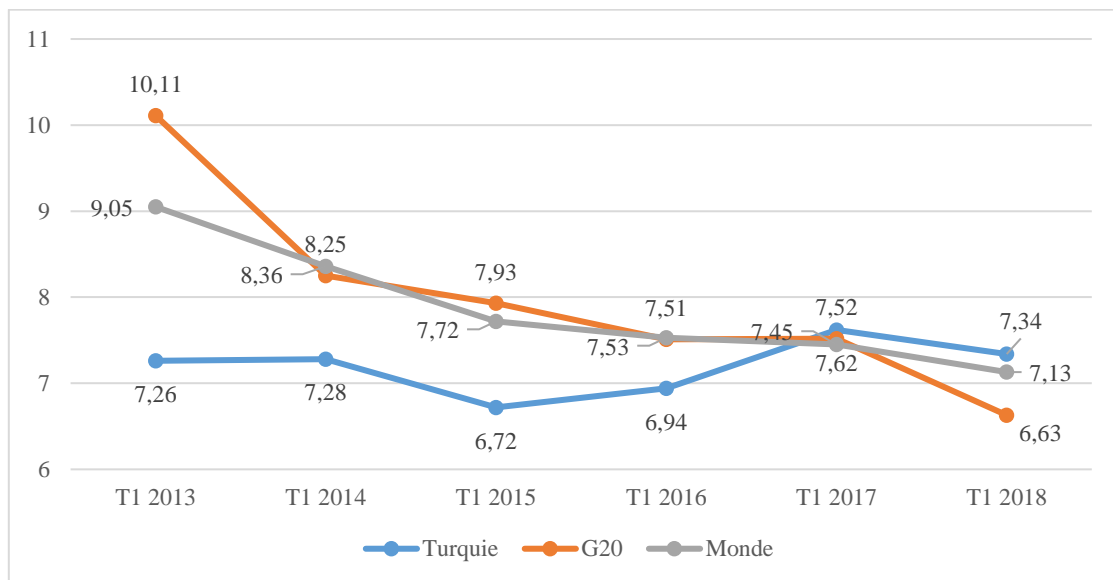
Toutefois, il faut nuancer les conséquences des transferts de fonds sur l'économie turque : considérés en pourcentage du PIB, ils sont en baisse régulière depuis 1981. Ils représentaient alors 3,5% du PIB, puis 2,2% en 1997 et 0,2% en 2004. Ils se sont stabilisés depuis lors et représentaient 0,1% du PIB en 2017. A l'inverse, les transferts de fonds ont représenté 0,7% du PIB mondial en 2017, une proportion en constante progression. De même, des pays aux profils comparables à la Turquie affichent une contribution bien plus importante au PIB : l'Indonésie approche les 1%, la Thaïlande les 1,5% et le Sri Lanka dépasse les 8% du PIB. Toutefois, les diasporas en question ont des caractéristiques propres qui peuvent affecter le niveau des transferts.

Annexe 1 : Evolution des transferts de fonds entrants (en Mds USD et en % PIB) et sortants (en Mds USD)



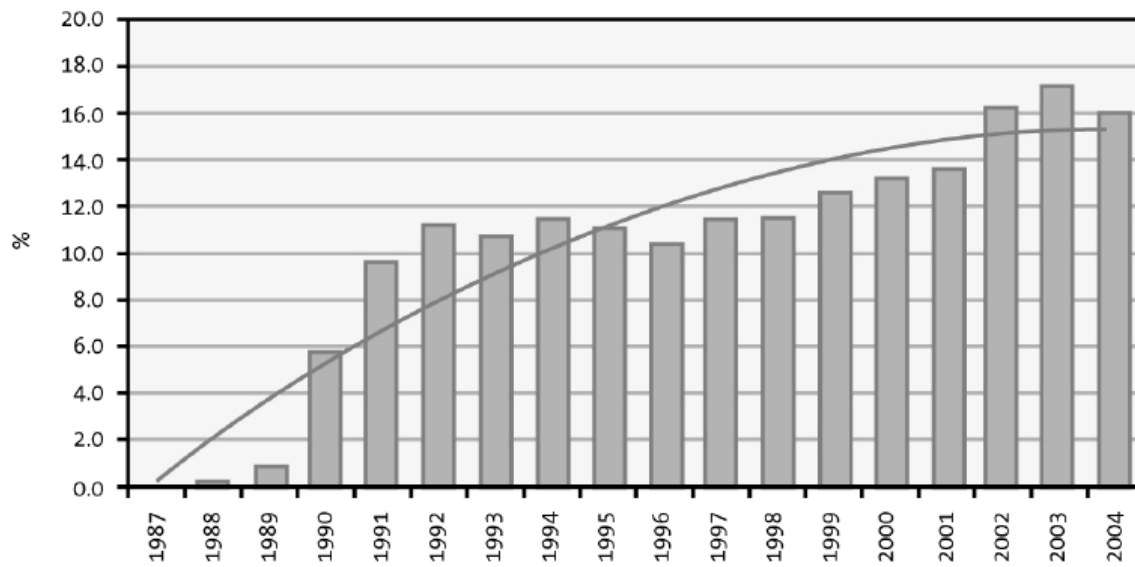
Source : SER, d'après Banque mondiale

Annexe 2 : Comparaison du coût des transferts de fonds vers la Turquie, le G20 et le monde (en % du montant transféré)



Source : SER d'après Banque mondiale

Annexe 3 : Evolution de l'imposition des transferts de fonds (variation de pourcentage)



Source : Banque centrale (CBRT)

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.